

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 juillet 1964.

GEORGES POMPIDOU.

Par le Premier ministre :

Le ministre des finances et des affaires économiques,  
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Le secrétaire d'Etat au budget,  
ROBERT BOULIN.

TABLEAU A

SERVICE	CHAPITRE	CREDIT annulé.
		Francs.
FINANCES ET AFFAIRES ECONOMIQUES		
I. — CHARGES COMMUNES		
Dépenses accidentelles.....	37-95	500.000

TABLEAU B

SERVICE	CHAPITRE	CREDIT ouvert.
		Francs.
FINANCES ET AFFAIRES ECONOMIQUES		
II. — SERVICES FINANCIERS		
Participation française à l'exposition internationale des transports et communications de Munich .....	42-82	500.000

Comité professionnel de normalisation comptable pour les industries du raffinage et de la distribution des hydrocarbures.

Par arrêté du 1<sup>er</sup> juillet 1964, il est créé un comité professionnel chargé d'adapter les règles du plan comptable général aux besoins et moyens des industries du raffinage et de la distribution des hydrocarbures.

Ce comité professionnel est composé comme suit :

M. Roger Kriner, directeur comptable de la Compagnie française de raffinage, président du comité ;

M. Pierre Aurejac, chef comptable à la Société des pétroles Shell-Berre ;

M. Paul Fievet, chef de la comptabilité à la Société des pétroles Pursan ;

M. Roger Suavet, sous-directeur, chef du département comptable et financier à la Société française des pétroles B. P.,

ou, en qualité de suppléant :

M. Jacques Thomas, chef comptable à la Compagnie des produits chimiques et raffineries de Berre, représentant les organisations patronales professionnelles ;

M. Jean Cottenet, expert comptable ;

M. Maurice Roche, chef de comptabilité, désignés par les organisations professionnelles ;

M. Jacques de Perthuis, chef du service Etudes économiques et juridiques à l'union des chambres syndicales de l'industrie du pétrole, représentant les centres techniques professionnels ;

Le directeur des carburants ou son représentant représentant le ministère de l'industrie ;

Un représentant du commissariat général du plan d'équipement et de la productivité ;

Un représentant du service des études économiques et financières au ministère des finances et des affaires économiques ;

Un représentant de l'institut national de la statistique et des études économiques ;

M. Georges Grondin, directeur de services administratifs ;

M. Jacques Herlédan, adjoint au directeur des services comptables ;

M. André Reydel, expert comptable,

ou, en qualité de suppléant :

M. Claude Girolami, chef de services comptables, représentant le conseil national de la comptabilité.

## COOPERATION

### Administration centrale.

Par arrêté du ministre délégué chargé de la coopération en date du 26 juin 1964, M. Colonna d'Istria (Camille), administrateur civil de 1<sup>re</sup> classe au ministère de l'intérieur, a été nommé sous-directeur à l'administration centrale du ministère de la coopération.

## MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

### Décret du 2 juillet 1964 portant promotions et nominations dans l'ordre des Palmes académiques.

Ce texte est publié au n° 10 du *Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* paru ce jour.

### Décret du 6 juillet 1964 portant création d'un collège universitaire de droit et des sciences économiques à Besançon.

Par décret en date du 6 juillet 1964, est approuvée la délibération en date du 17 mars 1964 du conseil de l'université de Besançon portant création, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1964, d'un collège universitaire de droit et des sciences économiques.

Ce collège prépare aux deux premiers examens de fin d'année en vue de la licence en droit et au certificat de capacité en droit. D'autres enseignements pourront être éventuellement organisés dans les conditions fixées par l'article 2 du décret du 29 avril 1963 portant création de collèges universitaires de droit et des sciences économiques.

Jusqu'à ce que les effectifs fixés par la réglementation en vigueur soient atteints, les enseignements seront à la charge des collectivités locales dans des conditions fixées par une convention.

### Titres et diplômes reconnus pour la classification des maîtres auxiliaires d'éducation physique et sportive.

Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports,

Vu le décret n° 62-379 du 3 avril 1962 fixant les dispositions applicables aux maîtres auxiliaires ;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 1962, complété par ceux des 26 décembre 1963 et 10 mars 1964, fixant la liste des titres et diplômes prévus pour la classification des maîtres d'éducation physique et sportive ;

Vu l'arrêté du 10 janvier 1963, modifié par celui du 22 novembre 1963, créant une commission nationale chargée d'examiner les demandes d'équivalence de diplômes ;

Sur proposition de la commission réunie le 29 mai 1964,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 10 mars 1964 est modifié ainsi qu'il suit :

#### Catégorie I.

« Brevet de cadre de maîtrise d'éducation physique et sports pour les spécialistes chargés des fonctions d'officier d'entraînement physique militaire de l'armée de l'air titulaires du baccalauréat ou du brevet supérieur.

#### Catégorie II.

« Brevet de cadre de maîtrise d'éducation physique et sports pour les spécialistes chargés des fonctions d'officier d'entraînement physique militaire de l'armée de l'air, non titulaires du baccalauréat ou du brevet supérieur ».

Art. 2. — Les recteurs d'académie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 16 juin 1964.

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Le directeur du cabinet,  
O. PHILIP.